

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DU VAR  
COMMUNE DE LE VAL

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Nombre de taxis admis à exercer sur la Commune de LE VAL**

Le Maire de la Commune de Le Val (Var),

**Vu** les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3 et L 2213-33 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'article R 3121-5 du Code des Transports ;

**Vu** la loi n° 95-66 du 20 Janvier 1995 modifiée relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant taxi et son décret d'application n° 95-935 du 17 Août 1995 modifié ;

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale ;

**Vu** la loi n° 2014-1104 du 1<sup>er</sup> Octobre 2014 relative aux taxis et voitures de transport avec chauffeur ;

**Vu** le décret n° 2014-1725 du 30 Décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes ;

**Vu**, notamment, l'arrêté municipal n° 103/2008 du 26 Août 2008, complété par l'arrêté municipal n° 105/2008 du 29 Août 2008 et l'arrêté municipal n° 89/2009 du 27 Août 2009, relatifs à l'attribution des deux autorisations de stationnement (ADS) sur le territoire de la Commune ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de fixer le nombre total de taxis admis à exercer sur le territoire de la Commune conformément aux nouvelles dispositions du Code des Transports issues de la loi du 1<sup>er</sup> Octobre 2014 ;

**A R R Ê T É**

**Article 1 :** Le nombre total de taxis admis à exercer sur le territoire de la Commune de LE VAL est fixé à DEUX.

Les stationnements sont situés comme suit :

- Emplacement n° 1 : Avenue des droits de l'Homme
- Emplacement n° 2 : Avenue des droits de l'Homme

**Article 2 :** Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Responsable de la Police Municipale, et ce le personnel placé sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Sous Préfet de Brignoles (Var) et affiché aux lieu et place habituels.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon (Var) dans un délai deux mois à compter de sa publication et de son affichage (délai de départ à compter de la date de la dernière formalité).

Fait à LE VAL, le 1<sup>er</sup> Septembre 2015

Le Maire,

Bernard SAULNIER

